Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1460

Artikel: Les sciences sociales valent-elles un pôle recherche national?
Autor: Lévy, René
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1010380

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les sciences sociales valent-elles un pôle de recherche national?

Par René Lévy, professeur de sociologie à l'Université de Lausanne

Dans le numéro 1457, nous évoquions la difficulté à coordonner la recherche en sciences sociales. Réactions.

Dans le *DP* du 11 janvier, jd et ag s'inquiètent du statut des sciences sociales en Suisse après les décisions sur les Pôles de recherche nationaux (PRN) à réaliser. Un titre nous suggère que ces PRN ne correspondent pas au profil de ces disciplines, que les structures adéquates «restent à trouver». On y prétend même que «le Fonds national [...] a bien dû constater la faiblesse de nombre d'entre eux issus des sciences humaines et sociales: bricolage hâtif, collaborations insuffisantes aussi bien entre Hautes Ecoles helvétiques qu'avec des institutions étrangères. Preuve décisive de l'inadéquation: «les sciences de l'homme, dans leur démarche, ne recourent pas à des équipements sophistiqués et coûteux justifiant une coordination forte des efforts.» On croit rêver! Que l'auteur de ces conclusions sait-il des projets soumis au Fonds national suisse (FNS)? Que sait-il surtout de ceux sélectionnés par ses experts deux étapes plus loin, pour être excellents et pour figurer dans la liste des dix-huit projets proposés aux instances politiques? Ignore-t-il que si effectivement, les sciences sociales en particulier n'utilisent pas d'équipements en «dur», leurs outils de recherche peuvent être coûteux quand il s'agit d'enquêtes à grand effectif? C'est le cas, par exemple, du Panel suisse des ménages, mis en place par le programme prioritaire *Demain la Suisse*, panel qui opère depuis 1999 et dont la continuité au-delà de la durée de ce programme n'est pas encore assurée?

Plus loin, on apprend que «la sociologie annexe l'ensemble des phénomènes sociaux», comme sa vocation première et légitime n'était pas de s'occuper précisément de cela, et que tout ça «buissonne» de manière incontrôlée et irréfléchie alors qu'un recentrage sur l'essentiel, semble-t-il, ferait défaut. Mais, nous apprend-on sur un ton consolant, les dégâts causés par la décision politique d'éjecter de la première série de PRN la totalité des projets de sciences sociales (il n'y avait plus, à ce stade décisionnel, de projet de sciences humaines dans la course), ne sont pas irréparables, «car le rattrapage est toujours possible et peu coûteux». Devant tant de légèreté, revenons à quelques faits.

Une éjection injustifiée

Les experts du FNS, majoritairement internationaux, ont identifié avec beaucoup de soin dix-huit projets qui faisaient l'unanimité (à deux exceptions près qui ne concernent pas les sciences sociales) pour leur qualité scientifique et la crédibilité de leurs chances de réussite. C'est cette liste qui était présentée aux autorités politiques, c'est-à-dire à Ruth Dreifuss et à Charles Kleiber, pour sélection finale d'une dizaine de projets. Trois projets sont retenus. Quatre autres risquent d'être récupérés moyennant une rallonge financière. Les quatre restants sont rejetés (dont trois des sciences sociales).

L'éjection totale des projets de sciences sociales a été «justifiée» en recourant à des critiques d'apparence scientifique. Cette décision ne manque pas d'être lue comme un signal, mal avoué certes, de politique de la recherche: pas de PRN pour les sciences sociales, quelle que soit la qualité des projets. Une lettre ouverte signée en 24 heures par plus de 300 membres du corps intermédiaire dans les sciences sociales en Suisse, une autre lettre ouverte signée conjointement par le secrétaire général de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales, le président du Conseil de politique scientifique pour les sciences sociales et le président de la commission d'experts qui pilote le programme de recherche *Demain la Suisse*, certains experts étrangers impliqués dans les travaux du FNS, témoignent de l'ampleur du gaspillage.

La question est maintenant de savoir s'il faut accepter ou rejeter pareille conception des priorités en matière de politique scientifique. Si seulement on savait ce qu'en pense la population... A l'occasion d'une enquête sociologique en 1991 auprès d'un échantillon national, on a posé aux personnes interrogées quelques questions à ce sujet, en choisissant de manière sans doute arbitraire six thèmes de recherche. Il s'agissait d'estimer pour chacun s'il fallait augmenter, diminuer, ou laisser à leur niveau les finances disponibles pour ce genre de recherches. Les résultats sont édifiants: parmi les buts de la recherche qui devraient, selon les enquêtés, avoir la première priorité, figurent des objectifs écologiques (exemple: «développer des énergies propres»), sociaux («améliorer les conditions de vie des personnes âgées», «diminuer les disparités régionales», «favoriser l'égalité entre hommes et femmes») et économiques («renforcer la dynamique économique»). La recherche fondamentale en sciences naturelles paraît, par contre, suffisamment dotée – seul un dixième juge qu'il faut renforcer les efforts pour «mieux comprendre l'univers».

Priorités politiques

Le choix de ces cinq thèmes ne couvre sans doute pas tous les aspects thématiques qu'il faudrait mettre en jeu si on voulait procéder de manière systématique. Les résultats n'en ont pas moins une valeur indicative sur ce que la population souhaiterait faire des fonds de recherche orientée. Force est de constater que les ordres de priorité divergent considérablement entre la politique officielle et l'opinion populaire ainsi sondée. D'ailleurs, comparant les sceptiques en matière de bienfaits de la science aux optimistes, on constate que ce sont les sceptiques qui ont tendance à attribuer une plus grande priorité à l'amélioration de la connaissance de l'univers et une moindre aux objectifs écologiques et sociaux. Comme si pour les optimistes, la science se présentait comme un outil utile qu'il faut mettre au service des problèmes de société, alors que les sceptiques la verraient évoluer vers un parc de défoulement sans conséquences pour la vie pratique...

Conclusion: Bien plus que des «buissonnements», des «annexions» ou d'autres flous artistiques qui hanteraient les sciences humaines et sociales, la vraie question qu'il s'agit de débattre est donc celle des priorités politiques en matière de recherche et des critères qui permettent de les justifier. ■